

GT Information Aéronautique Opérationnelle

La réunion du 23 mars a été l'occasion d'insister sur la désorganisation totale de la réflexion, le forcing de l'administration d'un côté et l'absence de satisfaction des conditions préalables de l'autre et, finalement, de conclure qu'il convient de réorganiser et relancer le GT et de ne pas omettre certains sujets.

Même s'il semble que certains ne peuvent pas se retenir de récupérer les actions des autres, l'ensemble des Organisations Syndicales a contribué à ce résultat.

Une déclaration unanime des personnels du BNIA en introduction

Une déclaration (cf. page 2) unanime des personnels du BNIA a été lue en début de réunion, et soutenue par l'ensemble des OS présentes ... avant d'être récupérée par un des syndicats qui y a « collé son sigle » et tente de faire croire qu'il est leader sur ce dossier ... comme souvent !

Un bilan intermédiaire et la suspension de certains sous-groupes

Ss-groupe reprise des activités du BRIA du Bourget

Le planning de reprise des activités BRIA est en cours de réalisation par les chefs IAO, BNI, BNIA et BRIA.

La reprise de la chaîne NOTAM – dont il est question dans la déclaration jointe en page 2 – fait l'objet d'une étude selon deux scénarii différents.

L'UNSA UTCAC a rappelé que les métiers que l'administration souhaite « mélanger » sont différents et que les aspects formation sont primordiaux.

Ss-groupe locaux

Le bilan de l'existant (SIA, BNI et BNIA) a été réalisé et la 1^{ère} expression de besoins de l'IAO formulée.

Une étude de faisabilité doit être menée par le SNIA.

Les coûts doivent être estimés précisément et rapidement (avant juin) en vue de l'intégration du budget correspondant dans celui de la DSNA.

Il est évident, pour l'UNSA UTCAC, qu'il s'agit d'un préalable et que, si celui-ci était amputé ou reporté pour cause de COVID, le projet de réorganisation devra être revu dans les mêmes proportions.

Ss-groupe bi-qualification

Le MAMEX devra prévoir les pré-requis (formation, effectifs, temporalité). Le premier travail est l'élaboration d'un plan de formation.

L'UNSA UTCAC a rappelé ses préalables : pas de bi-qualification sans colocalisation préalable, positionnement indemnitaire des agents (hors réflexion licence ANSO qui viendra en complément), effectifs, droit de grève, etc.

Ss-groupe organisation de la vie de l'IAO

Quelques dernières formalités administratives sont à mener pour le rattachement du BNIA au SIA (Div IAO) et un travail sera à mener sur l'organisation des équipes et la construction d'un tour de service commun.

Les Décisions d'affectation sont en cours de signature.

Nous sommes toujours sans nouvelle des candidatures retenues suite à la campagne au fil de l'eau où 4 AVE ont été ouverts. Les résultats avaient pourtant été promis pour le 15 mars 2021...

L'administration affirme que les 4 postes seront pourvus. Quand ? Comment ? Par qui ?

La promesse de remplacer, en plus, les deux départs en retraite prévus en 2021 sera-t-elle tenue ? Si oui, dans les délais ?

L'administration, qui avait prévu la mise en place « sauvage » d'une permanence opérationnelle à compter du 7 juin 2021 a dû renoncer. Cela se fera « dans les règles » après un débat et un vote en CT local, puis un passage en CT/DGAC pour l'inclure dans le tableau global et permettre aux permanents de bénéficier de l'indemnité liée aux astreintes.

L'administration pensait probablement que, s'agissant de TSEEAC, cette permanence pouvait être imposée ... gratuitement ?!

Ss-groupe MCO et aménag^t technique futurs locaux

Les outils, maintenance, et Maintien en Conditions Opérationnelles ont été recensés. Des travaux sur la chaîne téléphone sont à prévoir, ainsi que des études techniques (DTI – 2021) et des réalisations (CESNAC – 2022).

Une réunion va se tenir pour revoir le mandat et compléter la réflexion menée localement par une structure ad-hoc qui permettra d'évoquer et de traiter les « sujets nationaux » et de faire évoluer les choses sur deux aspects très importants aux yeux de l'UNSA UTCAC :

- Le positionnement et le parcours indemnitaire des agents concernés pour lesquels l'UNSA UTCAC a fait des propositions ;
- Les restrictions du droit de grève, envisagées par l'administration, qui nécessiteront de se pencher sur le statut des TSEEAC qui devra devenir un « statut spécial ».

GT "Mise en place d'une structure dédiée à l'Information Aéronautique Opérationnelle" Déclaration liminaire des agents BNIA au GT

« Après 7 années d'une "réorganisation" sauvage qui se solde aujourd'hui par un Bureau National d'Information Aéronautique sans encadrement, sans formateur, sans manex, sans plan de formation et aux outils inappropriés, nous voilà en train de fusionner un service désorganisé, laissé en friche par des années de paroles creuses, des heures de GT jetés aux orties et un monceau de promesses non-tenues.

On continue de "réorganiser" dans le même temps, avec la reprise du Bourget, sans concertation et avec un calendrier ubuesque, qui ne laissera aucune place à l'organisation.

On fusionne ainsi deux services qui n'utilisent pas les mêmes données, pas les mêmes outils, dont les ambiances nécessaires à un travail efficace sont incompatibles, avec des agents déjà déplacés de Lille, Bâle, Lyon ou Nantes et que l'on veut maintenant "bi-qualifier" à la hâte, avec des mots vidés de leurs sens comme "robustesse", "cohérence", "amélioration du service rendu" ou encore "amélioration des conditions d'exercice des agents" ...

Il est évident aux yeux de tous, qu'après avoir déplacé ces agents, les bi-qualifier va immanquablement "améliorer leurs conditions d'exercice" !!

Il semble évident qu'on a fait, en haut lieu, grand cas de la robustesse d'un BNLA de Bordeaux en le laissant des mois sans encadrement. Sans parler de la "robustesse" du BNI qui a vu ces 15 dernières années, ses effectifs passer de 24 à 18 agents alors que, dans le même temps, le nombre de NOTAM explosait de plus de 200%.

Il paraît également évident que "l'amélioration du service rendu" à nos usagers est au centre des préoccupations de nos dirigeants quand ils imposent et mettent en place un outil plan de vol inadapté au trafic français.

Enfin nous en arrivons à la vraie raison de tout ceci : la "réduction des coûts RH". 17+4 ! 21 personnes mises à la porte de la DGAC ! (ou dit autrement, 21 de nos enfants, de vos enfants qui iront faire, à mi-temps, équipier dans un fast-food quelconque, plutôt qu'une carrière de service public dans la DGAC !)

Et pour arriver à ce résultat, on commence ce GT comme on a exécuté la réorganisation des BRLA : dans le désordre le plus complet. Un mandat non discuté; des sous-groupes mis en place avant le GT; des attendus que l'animateur principal de ces sous-groupes est bien incapable de nous définir; un volet indemnitaire absent des débats; un calendrier d'un réalisme rare; aucune réponse et aucun engagement de l'administration pour faire avancer les débats; des hypothèses de travail biaisées par des données déterrées au compte-goutte : reprise d'Andorre, mise en place du GRF, perte d'un agent au BRLA d'Ajaccio en décembre ... et on en oublie ...

Au final, et de ce que l'on a déjà pu comprendre des premières réunions de chaque sous-groupe, notre administration compte encore une fois sur le professionnalisme des agents qui rendront le service public "quoiqu'il leur en coûte", avec une faculté de résilience très largement démontrée par le passé.

Et bien Messieurs, Dames, les agents du BNLA de Bordeaux vous disent aujourd'hui NON !!

Notre cheffe d'organisme SNA-SO et adjointe au Chef du SNA-GSO, nous a "vendu" une reprise du BRLA du Bourget, dans un beau papier cadeau, sans augmentation d'effectif, mais avec la suppression de la chaîne NOTAM, et bien soit, il en sera ainsi :

A compter de la date de reprise des activités du BRLA du Bourget, et conformément aux engagements pris par l'adjointe au Chef SNA-GSO, aucun agent du BNLA Bordeaux ne traitera plus une seule demande de NOTAM.

Il appartiendra à l'administration d'assumer ce calendrier délirant et non aux agents.

De plus, et afin d'avancer de manière constructive, et non plus dans un brouillard de réponses évasives et de "je ferai remonter ...", dans les sous-groupes déjà engagés, il nous faut un engagement ferme, définitif et écrit sur les sujets suivants :

- la bi-qualification ne pourra débuter qu'après colocalisation, tout autre scénario étant irréaliste.
- le maintien du poste de second adjoint BNLA absolument indispensable à rattraper la "friche" laissée dans notre service.

Nous souhaitons et attendons également des réponses précises et écrites sur :

- le "service minimum", "l'astreinte", la "réquisition".
- le BRLA d'Ajaccio : échéances, reprise, BO.
- le volet indemnitaire de la fusion, puis de la bi-qualification.

Sans cela, les discussions seront, pour la grande majorité, stériles, il n'y aura aucun intérêt à les poursuivre et fort logiquement, nous ne les poursuivrons pas.

Les agents BNLA »